



FREEDOM  
ONLINE  
COALITION

COALITION  
POUR LA LIBERTÉ  
EN LIGNE

+

+

---

# CLL Consultations Régionales

Résumé de la Consultation  
Régionale en Europe

Juin 2022

---

# Table des Matières

Contexte	3
Résumé	3
Tendances	3
Recommandations	5
Annexe	7



## Contexte

---

- À titre de président en 2022 de la Coalition pour la liberté en ligne (CLL), le Canada a animé six consultations régionales multipartites dans le but de communiquer directement avec les intervenants et de recueillir des connaissances sur les obstacles à la liberté sur Internet à l'échelle régionale et sous-régionale.
- Les consultations multipartites alimenteront le prochain « Programme d'Ottawa » de la CLL, qui permettra de mettre à jour le document fondateur de la Coalition, le **Programme de Tallinn** [*en anglais seulement*], avec un ensemble d'engagements pour la promotion des droits de la personne en ligne.



## Résumé

---

- Au cours de la consultation régionale en Europe organisée tenue en vertu de la règle de Chatham House, des spécialistes issus de la société civile, des médias, du monde universitaire et du secteur privé ont convenu que la désinformation, les fermetures imposées par l'État et la monopolisation des serveurs Internet menacent la connectivité et l'accès à l'échelle mondiale.



## Tendances

---

Les participants ont souligné que le monde numérique offre des possibilités considérables d'améliorer les vies, mais qu'il entraîne également des perturbations économiques, sociales et politiques croissantes. Tous les aspects des droits de la personne sont de plus en plus liés à la technologie. Ils ont fait remarquer que cet aspect a souvent été considéré sous l'angle des droits civils et politiques, mais qu'il est également étroitement lié aux droits économiques et sociaux. Cette tendance sera amplifiée par l'apparition du métavers, que les géants de la technologie

ont décrit comme la future incarnation d'Internet : une réalité virtuelle vaste, immersive et tridimensionnelle.

De nombreux participants ont souligné que la création de quasi-monopoles par les grandes entreprises technologiques à l'aide d'algorithmes opaques inhibe la transparence et la responsabilité au détriment de la démocratie. Ils ont exprimé leur crainte que la menace de campagnes de **désinformation** menées par des acteurs étatiques et non étatiques ne continue à éroder la démocratie et le système international fondé sur des règles. Les experts ont souligné que les jeunes ne voient pas une distinction aussi nette entre le monde en ligne et le monde hors ligne que les générations précédentes. Ils sont également plus vulnérables en ligne, notamment sur le plan financier. Une meilleure compréhension de leur perception du cyberspace offre des perspectives précieuses.

La **connectivité** est essentielle à l'inclusion numérique; cependant, de nombreuses lois sur la souveraineté numérique contrôlent les infrastructures de connectivité nationales, ce qui menace la connectivité mondiale. Les **fermetures d'Internet** imposées par les États ainsi que le blocage partiel du contenu perturbent également la connectivité nationale et internationale. Il est nécessaire d'assurer la diversité des réseaux et de renforcer la résilience civile sur le terrain pour gérer les tentatives visant à entraver la connectivité. De plus, Internet est intrinsèquement fragmenté et défragmenté; pour gérer cela, les intervenants clés, notamment les plateformes et les autorités de réglementation, doivent maintenir la responsabilité et la transparence par une collaboration continue avec des partenaires multipartites. Selon certains experts régionaux, la CLL a un rôle à jouer dans la promotion de cette approche, en particulier à la lumière de la menace croissante de l'autoritarisme sur l'approche à plusieurs intervenants.

Les participants ont souligné qu'étant donné que les gouvernements ne peuvent et ne doivent pas contrôler toute la désinformation, la **littératie numérique** est essentielle à la résilience des démocraties. La littératie numérique doit aller au-delà de l'apprentissage de base, car elle est étroitement liée à la connectivité. Les initiatives des gouvernements et de la société civile doivent

cibler tous les groupes d'âge afin de favoriser l'apprentissage tout au long de la vie en matière de résilience en ligne. Il convient en particulier de redoubler d'efforts pour enseigner la littératie numérique dans les langues locales afin de garantir l'accessibilité pour tous. La littératie numérique doit également viser à renforcer le pouvoir de ceux qui sont plus susceptibles d'être marginalisés en ligne (c.-à-d. les femmes, les réfugiés et les autres communautés vulnérables). Les experts ont souligné qu'il est essentiel d'enseigner à ces communautés les compétences numériques les plus élémentaires afin qu'elles puissent naviguer en toute sécurité dans la sphère en ligne. Enfin, les initiatives en matière de littératie numérique doivent garantir un accès transparent aux données pour lutter contre la discrimination.

La discussion a porté principalement sur la législation sur les services numériques et la loi sur les marchés numériques de l'Union européenne, qui ont été jugées positives pour encourager les petites entreprises et les ONG à adopter une approche plus numérique et les soutenir dans la déréglementation afin d'accroître l'innovation. Quelques défis ont été mentionnés, notamment la visibilité des mesures ainsi que leur mise en œuvre dans les pays de l'UE qui ont leur propre loi nationale.



## Recommandations

---

Les participants ont reconnu que la CLL peut jouer un rôle plus actif dans la protection et la promotion des droits de la personne en ligne. Ils ont recommandé plusieurs mesures que les membres de la CLL, individuellement ou collectivement, pourraient entreprendre pour accroître la liberté d'Internet à l'échelle régionale et mondiale. La CLL doit :

- continuer de lutter contre la menace de la segmentation d'Internet;
- accroître la mobilisation des jeunes pour éviter une fracture numérique et un manque de participation communautaire;

- organiser des consultations en petits groupes dans le cadre de l'élaboration du « Programme d'Ottawa » et des initiatives à venir;
- participer davantage aux activités des experts numériques de la région;
- organiser des dialogues conjoints avec les intervenants des pays du Nord et du Sud, compte tenu notamment des travaux (et du financement) de l'UE et de ses États membres en matière de littératie numérique et de droits de la personne dans le monde;
- mettre en œuvre les engagements pris dans les déclarations préexistantes, s'appuyer sur la résilience à long terme plutôt que de réagir aux tendances à court terme, et condamner les pays qui violent les droits de la personne en ligne.

# Annexe

---

## Questions à des fins de discussion

- Quelles tendances régionales ou mondiales liées à l'évolution des technologies numériques et de l'Internet auront le plus d'incidence sur les droits de la personne en ligne et hors ligne au cours des cinq à dix prochaines années?
- Quels sont les défis les plus pressants pour la protection et la promotion des droits de la personne en ligne, tant sur le plan régional qu'international?
- Comment définir un Internet libre, ouvert, interopérable, sécurisé et fiable sur le plan de l'infrastructure et de la gouvernance? Comment les gouvernements peuvent-ils se défendre contre la segmentation d'Internet?
- Où les gouvernements devraient-ils concentrer leur attention et l'aide internationale pour réduire le fossé numérique et accroître l'habileté numérique?
- Comment la CLL devrait-elle répondre aux tentatives croissantes de restreindre les voix démocratiques en ligne (c.-à-d. les coupures d'Internet, la désinformation, les technologies de logiciels espions)?
- Quels programmes, initiatives ou processus la CLL devrait-elle entreprendre au cours des cinq à dix prochaines années pour aider à protéger les droits de la personne et les libertés fondamentales et à faire progresser une réelle inclusion numérique?
- Comment la CLL peut-elle encourager un dialogue et une coopération avec le secteur privé sur la mise en œuvre efficace des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de la personne, de même qu'y participer?